



**PRÉFET
DE LA CREUSE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse et Haute-Vienne
Site de Guéret
Cité administrative - Bâtiment B1
17 place Bonnyaud
23000 Guéret**

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
Nouvelle – Aquitaine**

Guéret, le 7 avril 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAUTHON INDUSTRIES SA

ZI Cher du Prat
23 000 Guéret

Références : 2026-04-07 UiD232026-020r georisques
Code AIOT : 0006002209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/12/2025 dans l'établissement SAUTHON INDUSTRIES SA implanté ZI Cher du Prat 23000 Guéret. L'inspection a été annoncée le 19/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel d'inspections de l'Inspection des Installations classées.

La présente inspection est ciblée sur la problématique des rejets atmosphériques non conformes depuis plusieurs années.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAUTHON INDUSTRIES SA
- ZI Cher du Prat 23000 Guéret
- Code AIOT : 0006002209
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Sauthon est une marque française spécialisée dans le mobilier pour enfants, fondée en 1948. Depuis plus de 70 ans, Sauthon crée des meubles de haute qualité destinés aux bébés et jeunes enfants, combinant design, sécurité et confort. L'entreprise a été créée par Paul Sauthon, avec une vision claire de produire des meubles qui accompagnent les tout-petits dans leurs premiers pas de vie. Au fil des décennies, la marque a su évoluer et innover, tout en restant fidèle à ses valeurs de qualité, de douceur et de sécurité. Aujourd'hui, Sauthon est un acteur majeur du marché de la puériculture, reconnu pour son savoir-faire et ses produits durables et esthétiques

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rubriques ICPE	Code de l'environnement du 10/12/2025	Demande d'action corrective	1 mois
2	Défense incendie	Arrêté Préfectoral du 27/01/2004, article 9.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 27/01/2004, article 4.3.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les résultats des rejets atmosphériques présentent des non-conformités.

L'exploitant devra proposer des solutions afin de régler cette problématique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rubriques ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 10/12/2025					
Thème(s) : Situation administrative, Evolution des rubriques ICPE du site					
Prescription contrôlée :					
Rubrique	Nature	Quantité	Régime en vigueur	Régime autorisé	État administratif
1434 1.b	Liquides inflammables (remplissage ou distribution) autres que 1435	5 m ³ /h	DC	DC	En vigueur AP autorisation 27/01/2004
1510	Entrepôt autorisé	80 000 m ³	A	A	En vigueur AP autorisation 27/01/2004
1530 2	Papiers, cartons ou analogues (dépôt de) hors ERP et 1510	1700 m ³	DC	D	En vigueur AP autorisation 27/01/2004
2410 1	Supérieur à 250 kW	900 kW	E	E	En vigueur AP autorisation 27/01/2004
2662 2	Stockage de polymères	300 m ³	D	D	En vigueur AP autorisation 27/01/2004
2910 A.2	Combustion	2,53 MW	DC	DC	En vigueur AP autorisation 27/01/2004
2910 B.2	Combustion	2,53 MW	A	A	En vigueur AP prescriptions complémentaires

					12/03/2009
2940 2.a	Vernis, peinture, colle, ... (application, cuisson, séchage)	641 kg/j	E	A	En vigueur AP autorisation 27/01/2004
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la rubrique 1434 relative au "stockage de liquides inflammables..." n'est plus présente sur site depuis 2021. Cette rubrique était due à la présence d'acétone qui servait à des fins de nettoyage.</p> <p>L'exploitant indique que la rubrique 2662 relative au "stockage de polymères" n'est plus présente sur site.</p> <p>L'exploitant indique que la rubrique 2410 relative au "travail du bois" a vu la puissance totale de ses machines passer de 900 kW à 833 kW. Cette modification n'induit pas de changement de régime ICPE.</p> <p>La rubrique 2910 A.2 est remplacée par la rubrique 2910 B.2.</p> <p>L'exploitant indique que la rubrique 2940 relative à l'usage de "vernis, peinture, colle..." serait passée de 641 kg/j déclarés à environ 500 kg/j maximum. Cette baisse de consommation de peintures serait due à une baisse du laquage des pièces produites. Cette modification n'induit pas de changement de régime ICPE.</p>					
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Déclarer l'arrêt des activités 1434 et 2662.</p>					
Type de suites proposées : Avec suites					
Proposition de suites : Demande d'action corrective					
Proposition de délais : 1 mois					

N° 2 : Défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2004, article 9.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'établissement doit être doté de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Un réseau d'eau public ou privé alimentant des poteaux d'incendie normalisés. Ce réseau ainsi que si nécessaire la réserve d'eau de l'établissement sont capables de fournir, dès le début d'un incendie, le débit nécessaire à l'alimentation simultanée des robinets d'incendie armés (RIA) et à l'alimentation, à raison de 60 m³/heure chacun, de 7 engins-pompes de sapeurs-pompiers ; - des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ; - des RIA répartis à l'intérieur de l'établissement et notamment de l'entrepôt et situés à proximité des issues ; ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément dans deux directions opposées. Ils sont utilisables en période de gel ; - des plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours. - L'exploitant doit justifier de la disponibilité effective des débits d'eau. L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours et aux opérations

d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau. Ces matériels doivent être maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. En cas d'installation de système d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci doivent être conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux normes en vigueur.

Constats :

- À la demande de l'Inspection des Installations classées, l'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification périodique Q4 émis par la société CHUBB SICLI en date du 26/11/2024.

Le prestataire CHUBB SICLI a délivré un document attestant que l'installation est conforme aux prescriptions de la règle R4 de l'APSAD (Assemblée Plénière des Sociétés d'Assurance de Dommages).

La fréquence de visite de 1 an est dépassée au 10/12/2025.

Le rapport présente deux points de non-conformité :

"1 révision(s) décennale(s) ou remplacement(s) non réalisé(s) selon la norme NF S61-919."

"La quantité d'extincteurs vérifiés diffère du parc extincteur enregistré dans le dossier N4 initial."

- A la demande de l'Inspection des Installations classées, l'exploitant a transmis le compte-rendu de vérification périodique Q18 émis par l'APAVE en date du 08/10/2025.

Le rapport présente deux points de non-conformité :

"3. Absence ou inadaptation de protection contre les surintensités" {Danger déjà signalé}

"6. Inadéquation des matériels ou des canalisations électriques dans les locaux à risque d'incendie et/ou zones à risque d'explosion" {Danger signalé pour la première fois}

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

1. L'exploitant procédera aux correctifs demandés par les deux sociétés dans les rapports Q4 et Q18 dans les 3 mois.
2. L'exploitant procédera à un nouveau Q4 dans les 3 mois.
3. Les RIA devront être conservés conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral et faire l'objet d'une vérification annuelle. Un compte-rendu de cette vérification sera à adresser à l'Inspection des Installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/01/2004, article 4.3.1 – Arrêté ministériel du 3 août 2018 – Articles 58 III et 62

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets chaufferie

Prescription contrôlée :

Les installations de la chaufferie utilisant les déchets de bois et de panneaux comme combustible devront respecter les dispositions et les valeurs limites de rejet fixées dans le tableau ci-après.

Les références réglementaires sont issues de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 :

<u>Paramètre</u>	<u>Valeurs limites</u> en mg/Nm ³	Contrôle externe <u>Mesure</u>	Contrôle externe <u>Fréquence</u>
Poussières	Passage de 150 à 50	Sur un prélèvement d'au moins 12 h	annuelle
Oxydes de soufre SO _x en équivalent SO ₂	200		
Oxydes d'Azote NO _x en équivalent NO ₂	Passage de 400 à 650 à compter du 01/01/2030 (art 58 III)		
CO	Passage de 200 à 250 à compter du 01/01/2030 (art 58 III)		
COV en carbone total	110		
Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques (HAP)	0,1		
Cadmium, Mercure, Thallium et ses composés	0,05 par métal et 0,1 pour la somme exprimée en Cd+Hg+Tl		
Antimoine, Chrome, Cobalt, Cuivre, Etain, Manganèse, Nickel, Vanadium, Zinc, et leurs composés	Passage de 10 mg/Nm ³ exprimé en (Sb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Zn) à 20 mg/Nm ³ pour la somme des métaux (art 62 VI)		
HCl	30 (art 62 III)		
HF	25 (art 62 III)		

Note de rappel : L'exploitant devra apporter toutes les garanties nécessaires sur la stabilité de la composition chimique des déchets de bois et de panneaux incinérés notamment en cas de changement de type de matériau. Une caractérisation précise devra être fournie à l'inspection des installations classées.

Les prescriptions, et en particulier les valeurs limites du tableau précédent, ont été ajustées pour prendre en compte l'arrêté ministériel du 3 août 2018 (articles 58 I et III et 62).

Constats :

L'exploitant a fourni à l'Inspection des Installations classées son tableau de suivi des rejets atmosphériques de sa chaudière (cf. tableau ci-dessous) :

Années	PCDD/ PCDF	VLE	NO _x	VLE	Poussières	VLE	Métaux lourds	VLE
2025	<u>0,274</u>	0,1	<u>509</u>	400 À modifier en 650 au 01/01/2030	<u>191</u>	150 À modifier en 50	<u>11,5</u>	10 À modifier en 20
2024	0,015	0,1	257	400	<u>225</u>	150	<u>10,8</u>	10
2023	<u>0,572</u>	0,1	292	400	<u>185</u>	150	<u>14,1</u>	10
2022	0,087	0,1	116	400	<u>251</u>	150	5,8	10
2021	<u>0,351</u>	0,1	397	400	<u>205</u>	150	8,83	10
2020	<u>1,05</u>	0,1	373	400	<u>273</u>	150	<u>14,3</u>	10
2019	<u>2,67</u>	0,1	<u>591</u>	400	131	150	8	10
2018 (avril)	<u>0,227</u>	0,1		400	<u>201</u>	150		10
2018 (janvier)		0,1	335	400	<u>187</u>	150	8,33	10
2017 (janvier)		0,1	289	400	132	150	9,21	10
2016		0,1	229	400	132	150	4,77	10
2015		0,1	199	400	133	150	5,92	10

La chaudière est alimentée par des chutes et rebuts de panneaux de bois (biomasse) de l'usine et assure le chauffage des locaux (fonctionnement réduit 6 mois de l'année).

L'exploitant indique avoir interpellé le fabricant de la chaudière afin de gérer la problématique NO_x.

À l'appui de la chronique des mesures tenues par l'exploitant (cf. supra) et dans le dernier rapport du 22/01/2025 émis par BUREAU VERITAS, l'Inspection des installations classées constate des dépassements réguliers, et pour certains élevés, sur les paramètres dioxines et poussières (pour ce dernier paramètre, VLE établie à 50 mg/m³ par l'arrêté ministériel du 3 août 2018, valeur déjà indiquée lors de l'inspection précédente du 9 février 2021) ainsi que Hcl.

À l'évocation de solutions techniques qui pourraient être proposées pour mettre en conformité les rejets atmosphériques, l'exploitant indique que le changement de la chaudière ou la mise en place de procédés de traitements tels des filtres à manches seraient estimés de l'ordre de 300 à 350 k€, charge financière jugée non supportable actuellement par l'entreprise. Il sera relevé que ces difficultés avaient déjà été exposées en 2019 lorsque la problématique avait été soulevée.

Lors de la visite d'inspection, d'autres pistes de résolution sont évoquées : connexion au réseau de chaleur de la ville de Guéret, aides ADEME pour le changement de la chaudière biomasse, expédition des chutes de bois traités dans une installation adaptée, ...

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

En premier lieu, pour les prochains contrôles des rejets, il conviendra de respecter les paramètres et les valeurs limites d'émission (VLE) rappelées dans les tableaux précédents.

En second lieu, et compte-tenu des dépassements (dioxines, poussières) et de leur historique, il est demandé à l'exploitant de procéder, sous 6 mois, à une étude technico-économique consolidée de l'ensemble des solutions envisageables (mise aux normes de la chaudière et de ses équipements de traitement des fumées, remplacement de la chaudière, gestion différente du combustible entre bois brut, panneaux, bois peint-vernissé, autre moyen de chauffage et gestion externe des déchets de bois, ...).

Dans ce cadre, et considérant la dispersion des résultats en dioxines (les résultats en poussières semblant plus réguliers), une première étape pourrait consister en la compréhension des facteurs pouvant influencer la qualité des rejets (conditions de fonctionnement de la chaudière, i.e. qualité et régime de la combustion, influence de la nature du combustible, état des systèmes de traitement des fumées, ...). La réalisation de plusieurs mesures sur les rejets en les corrélant aux paramètres susmentionnés pourrait participer à cette première étape.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois